



Soisy-Sous-Montmorency, le 20 juillet 2018

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le SICP est indigné par les conséquences déplorables engendrées par « l'affaire BENALLA » sur l'image des forces de Sécurité Intérieure.

En effet, alors que le comportement des fonctionnaires de police n'a jamais été autant scruté et observé à la loupe afin de vérifier l'adéquation des actions de policiers de tous grades avec les prescriptions des lois de la République ainsi que du Code de Déontologie de la Police Nationale, nous découvrons, avec effarement, par les médias, qu'un civil, sans réelle formation autre que celle de chauffeur - garde du corps, employé par l'Elysée a été autorisé (ou s'est imposé) à suivre les manifestations particulièrement sensibles du 1er mai dernier en tant qu'observateur et en a profité pour perpétrer des violences à personnes au cours des affrontements en se faisant passer pour un policier.

Ce comportement que l'enquête judiciaire, dès à présent ouverte, qualifiera précisément sur le plan pénal, porte profondément atteinte à l'image de l'institution policière par la confusion manifeste que cet employé de la Présidence de la République a suscité dans l'esprit de nos concitoyens par le port d'une tenue vestimentaire et surtout d'un « brassard Police » l'assimilant à notre institution.

Le SICP tient donc à ce que chacun fasse la part des choses entre un comportement individuel totalement déviant et l'attitude professionnelle quotidienne des policiers qui exercent dans des conditions toujours plus difficiles au péril de leur intégrité physique.

Le SICP s'étonne, pour ne pas dire plus, de la conception de la sécurité portée actuellement au plus haut niveau de l'État puisqu'un "simple employé privé" de moins de trente ans, connu pour de nombreuses frasques plus ou moins graves, peut, à travers un positionnement particulièrement opaque, se faire passer pour un haut responsable de la sécurité présidentielle.

Nous nous interrogeons d'ailleurs sur la justification de l'emploi de M. Alexandre BENALLA qui est présenté comme chargé de la sécurité rapprochée du Président de la République. Il semblait, au cours de la première année de mandat présidentiel, être au plus près de cette autorité lors des voyages officiels et autres "bains de foule". Il existe pourtant un service spécifique ayant démontré en la matière tout son professionnalisme, le Groupe de Sécurité de la Présidence de la République, composé de personnels recrutés au sein de la Police ou de la Gendarmerie Nationales, aguerris et spécialement formés exclusivement à cette mission... Faudrait-il y voir là une marque de défiance à leur endroit ?

Le positionnement professionnel difficilement compréhensible de M. BENALLA comme de ceux qui exerceraient des missions similaires et dans les mêmes conditions, est générateur de confusion tant pour la population que pour les policiers qui sont amenés à côtoyer ce type de personne. Nous appelons à y mettre fin d'urgence.

Le SICP est impatient de connaître les suites des enquêtes diligentées. En effet, la suspension particulièrement rapide d'un Contrôleur Général, d'un jeune Commissaire de Police et d'un Commandant de Police, tous trois affectés au sein de la DOPC nous laisse irrésistiblement à penser, à ce stade, que la théorie commode du "fusible" tend à s'appliquer dans cette affaire.

Suspectés d'avoir obéi à des ordres et demandes illégales en provenance de ce "responsable" de la sécurité de l'Élysée, leurs noms sont aujourd'hui jetés en pâture.

Nous tenons à leur exprimer toute notre empathie ainsi qu'à leurs familles qui passent des moments estivaux délicats.

L'image de la Police Nationale en général et des Commissaires de Police en particulier doit être restaurée au plus vite.

Contact Presse

Olivier BOISTEAUX – Président du SICP – 0699531717
Jean-Paul MEGRET – Secrétaire Nationale - 0669491717